



Communauté de Communes  
du Pays du Vermandois

## **ARRETE N°CV83-2023 du Président** **de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois**

***Autorisant de prendre à titre temporaire les mesures nécessaires pour régler la circulation sur les voies communales à l'occasion de travaux d'entretien de l'éclairage public et d'intervention sur le réseau d'électricité dans la Commune de MAISSEMY 02490***

**Le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois,**

**Vu** notamment les articles L 5211-9.2, L 2212.2, L 2213.1 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté ministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

**Vu** le règlement général de la circulation urbaine et les divers arrêtés s'y rapportant,

**Considérant** que l'entreprise chargée des travaux d'entretien de l'éclairage public pour le compte de la commune de MAISSEMY, est amené à intervenir fréquemment pour la maintenance, de manière courante ou urgente,

**Considérant** la nécessité d'autoriser le concessionnaire à intervenir sur le réseau électrique,

**Considérant** que ces interventions sont souvent non programmées, notamment en raison urgente liée à la sécurité des usagers de la voie publique,

**Considérant** que ces interventions pourraient provoquer, du fait de l'emplacement des dispositifs à réparer ou à entretenir des perturbations dans la circulation et le stationnement des piétons et des véhicules,

### **A R R Ê T E**

**Article 1** : Du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 Décembre 2023, les entreprises sont autorisées à titre temporaire, et à l'occasion de travaux d'entretien ou de réparation de l'éclairage public et du réseau d'électricité, à utiliser une partie de voie de circulation ou des places de stationnement sur le domaine public dans la commune de MAISSEMY. La durée maximale des travaux ne doit pas dépasser une journée.

**Article 2** : Tout stationnement d'un véhicule strictement nécessaire à l'entretien ou à la réparation de l'éclairage public, sur une voie de circulation ou empiétant sur celle-ci, pourra se faire sous la responsabilité de ladite société, sans toutefois que la circulation des véhicules ne soit interrompue.

Une circulation alternée pourra être mise en place, si celle-ci se fait sur une distance inférieure à 15mètre. Du personnel de l'entreprise, dûment, signalé sera alors chargé de réguler la circulation des usagers.

**Article 3** : L'arrêt du véhicule strictement nécessaire à l'entretien ou à la réparation de l'éclairage public pourra se faire, sous la responsabilité de l'entreprise, sur les accotements, les trottoirs, ou sur les places de stationnement réglementées à l'exception de celles réservées aux convoyeurs de fond. L'entreprise devra assurer la sécurité des usagers de la voie publique et plus particulièrement celle des cyclistes et des piétons ; le cas échéant, en déviant ces derniers vers un autre itinéraire.

**Article 4** : Toute interruption totale de la circulation, pour permettre l'entretien non urgent de l'éclairage public et du réseau d'électricité ne pourra intervenir que si l'entreprise en a fait la demande par écrit, 10 jours avant la date d'intervention, et après autorisation. L'interruption totale de la circulation, en cas d'urgence pour la sécurité des usagers de la voie publique et pour la réparation d'un dispositif d'éclairage, ne pourra avoir lieu sans avoir au préalable avisé les services de la Communauté de Communes.



Communauté de Communes  
du Pays du Vermandois

**Article 5 :** L'entreprise devra toutefois prendre toutes les mesures nécessaires pour que le stationnement des véhicules utilisés pour l'entretien et la réparation de l'éclairage public gêne le moins possible les usagers.

**Article 6 :** La signalisation réglementaire, indispensable au stationnement du véhicule strictement nécessaire à l'entretien ou à la réparation de l'éclairage public, tel que le définissent les articles précédents, sera maintenue et mise en place par la société. Dans les cas cités à l'article 2, la vitesse des véhicules sera limitée à l'approche du lieu des travaux, à 30km/h.

**Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal Administratif d'Amiens, (14 rue Lemerrier, CS 81114 80011 AMIENS Cedex 01) ou par voie dématérialisée <https://citoyens.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision explicative ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

**Article 8 :** Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois, Madame le Maire de MAISSEMY, l'entreprise en charge des travaux, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de VERMAND et les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- La Direction Départementale de la Voierie,
- Monsieur le Préfet de l'Aisne,
- Madame la Sous-préfète de SAINT-QUENTIN,
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne (SDIS 02),
- Les transports scolaires,
- Monsieur le directeur des services techniques de la commune.

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, notamment, par affichage en Mairie et sur le lieu concerné.

Fait à BELLICOURT, le 1<sup>er</sup> janvier 2023

Le Président,  
Marcel LECLERE

MARCEL LECLERE

MARCEL LECLERE  
2023.01.02 13:59:10 +0100  
Ref:20221230\_104002\_2-1-O  
Signature numérique  
le Président